



Accusé de réception en préfecture
094-219400173-20240118-2023-184-DE
Date de télétransmission : 18/01/2024
Date de réception préfecture : 18/01/2024

VILLE DE CHAMPIGNY-SUR-MARNE



PUBLIE LE **18 JAN. 2024**
N°2023-184

Conseil municipal REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS SEANCE DU 13 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le mercredi, quinze novembre à vingt heures trente minutes, le Conseil municipal de la Mairie de Champigny-sur-Marne convoqué le jeudi sept décembre s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil municipal, sous la présidence de M. Laurent JEANNE, Maire en exercice.

OBJET DE LA DELIBERATION

Avenant à la convention de financement de la rémunération PEPS 2023 (expérimentation nationale d'un paiement en équipe de professionnels de santé en ville), versée en 2023

Rapporteur : Mme PARLOUAR

Direction : Direction générale adjointe

Service : Service des assemblées et affaires juridiques

Présent(e)s :

M. JEANNE, Maire.

Mme THIROUX, M. DUVAUDIER, Mme AMAR, M. LATRONCHE, Mme MUSSOTTE-GUEDJ, M. CHATAUD, Mme ARRON, M. DUBUS, M. GOUPIL, Mme SAUSSEREAU, M. AKKOCHE, M. BASTIN, Mme BERTRAND, M. NGANDE, Mme BENAHMED, M. PICOT, **adjointes et adjoints au Maire**, M. VIGUIE, M. GAUDIERE, M. LHOSTE **conseillers municipaux délégués**

Mme DUVERGER, Mme PARLOUAR, Mme BENOLIEL, Mme DE OLIVEIRA, M. BARON, Mme THEOPHILE, Mme CAPORAL, M. FAUTRE, M. LURIER, M. MAILLER, M. SY, Mme MASMOUDI, M. TITOV, Mme KEITA-GASSAMA, M. PESSOA GRIJO, M. SUDRE, M. FORHAN, Mme CIPRIANO **conseillères municipales et conseillers municipaux**

Absent(e)s et/ou excusé(e)s :

Mme ABCHICHE (donne procuration à M. CHATAUD), Mme CARPE (donne procuration à Mme BENAHMED), M. BOULAY (donne procuration à Mme THIROUX), Mme BENOLIEL (donne procuration à Mme PARLOUAR), Mme SAILLAND, Mme DEGAGER-PHALANCHERE (donne procuration à M. PICOT), Mme DONATIEN (donne procuration à Mme SAUSSEREAU), M. SLIMOVICI (donne procuration à Mme DE OLIVEIRA), M. RIBEIRO (donne procuration à M. GOUPIL), Mme NGANDE (donne procuration à Mme THEOPHILE), M. SOLARO, Mme ADOMO

Secrétaire de séance : M. LATRONCHE

Nombre de membres en exercice : 49

Nombre de membres présent(e)s : 37

Nombre de procurations : 9

Nombre de votant(e)s : 46

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou son affichage ou sa notification aux intéressés ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'état. La juridiction administrative territorialement compétente peut être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Direction de la Santé
Centres Municipaux de Santé
Séance du conseil municipal du 13 décembre 2023

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2122-23,

Vu les articles L. 1423-2, L.3111-1 à L.3111-8, L. 3111-11, L.3112-1, L. 3112-2, L. 3112-3, L. 3121-1 et L. 3121-2-1 du code de la santé publique,

Vu les articles L.1435-8 à L.1435-11, R. 1435-16 à R.1435-36 du code de la santé publique,

Vu l'article L.162-31-1 du code la sécurité sociale,

Vu l'article 71 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu l'article 51 de la loi de financement 2018 de la sécurité sociale autorisant l'expérimentation de nouvelles organisations en santé reposant sur des modes de financement inédit dans un cadre dérogatoire dès lors que ces nouvelles organisations contribuent à améliorer :

- le parcours des patients,
- l'efficacité du système de santé,
- l'accès aux soins,
- la pertinence de la prescription des produits de santé,

Vu le décret n°2018-125 du 21 février 2018 relatif au cadre d'expérimentation pour l'innovation dans le système de santé,

Vu l'arrêté du 7 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 19 juin 2019 relatif à l'expérimentation nationale d'un paiement en équipe de professionnels de santé en ville et fixant la liste des structures autorisées à participer à l'expérimentation à partir de 2019, et pour une durée de 5 ans,

Vu l'arrêté du 31 août 2023 modifiant l'arrêté du 19 juin 2019 relatif à l'expérimentation nationale d'un paiement en équipe de professionnels de santé en ville et fixant la liste des structures autorisées à participer à l'expérimentation à partir de 2019,

Vu la délibération N°2020-182 du 23 décembre 2020 relatif aux financements au titre du bonus et du crédit d'amorçage de l'expérimentation PEPS pour les années 2019 à 2021,

Vu la délibération N°2021-090 du 30 juin 2021 relatif à la convention de financement 2021 de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) dans le cadre de l'expérimentation du paiement en équipes des professionnels de santé (PEPS) au sein des centres municipaux de la commune,

Vu la délibération N° 2022-039 du 15 mars 2022, relative à la convention de financement 2022 de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) dans le cadre de l'expérimentation du paiement en équipes des professionnels de santé (PEPS) au sein des centres municipaux de la commune,

Vu la délibération N°2023-019 du 25 janvier 2023, relative à la convention de financements au titre de l'année 2023 de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) dans le cadre de l'expérimentation du paiement en équipes des professionnels de santé (PEPS) au sein des centres municipaux de la commune,

Vu l'avis de la 4^{ème} commission : Solidarité – Action sociale – Prévention – Santé – Politique en direction des seniors - Condition animale, émis lors de sa séance en date du 4 décembre 2023 ;

Vu l'avis de la 1^{ère} commission : Finances – Affaires générales – Marchés et achats publics –Personnel communal – Formation du personnel – Handicap – Nouvelles technologies, émis lors de sa séance en date du 4 décembre 2023 ;

Considérant ce qui suit :

Les centres municipaux de santé (CMS) de Champigny-sur-Marne se sont portés candidats et ils ont été sélectionnés pour participer à cette expérimentation de paiement en équipe de professionnels de santé (PEPS) en vue d'une nouvelle organisation en matière de santé, reposant sur des modes de financements inédits afin de contribuer à l'amélioration du parcours des patients, l'efficacité du système de santé, l'accès aux soins et la pertinence de la prescription des produits de santé.

Cette expérimentation ne s'appliquera qu'aux patients ayant choisi la structure (en l'occurrence les CMS de Champigny) comme médecin traitant et pour les seuls actes de médecine générale et de soins infirmiers.

L'intérêt important pour les patients des centres municipaux de santé de Champigny-sur-Marne à bénéficier d'un accompagnement dans leur parcours de soins,

La Ville de Champigny-sur-Marne souhaite, grâce à cette expérimentation, consolider le modèle économique existant des CMS et améliorer la pertinence du parcours de soins des patients.

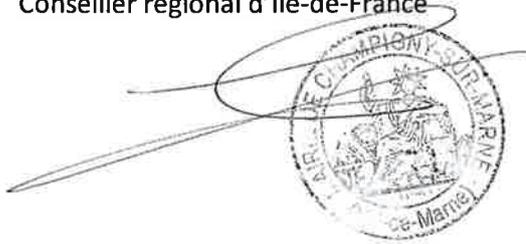
La CNAM demande de modifier la convention de financement 2023 par un avenant, suite à l'arrêté du 31 août 2023 modifiant l'arrêté du 19 juin 2019, relatif à l'expérimentation nationale d'un paiement en équipe de professionnels de santé en ville et fixant la liste des structures autorisées à participer à l'expérimentation à partir de 2019.

après en avoir délibéré, à l'unanimité

ARTICLE 1 : APPROUVE les termes dudit avenant à la convention à intervenir entre la Ville de Champigny-sur-Marne et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM)

ARTICLE 2 : AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit avenant et tous documents y afférent.

Monsieur Laurent JEANNE
Maire de Champigny-sur-Marne
Conseiller régional d'Ile-de-France



Le secrétaire de séance
Monsieur Patrice LATRONCHE
Conseiller municipal



Transmission en préfecture, le **18 JAN. 2024**

Publication, le **18 JAN. 2024**

Certifié exécutoire

Le Maire

